



RAPPORT ANNUEL 2017



Sommaire

Le mot du directeur	3
Carte de visite du CEAS	4
Du renouvellement au Nord comme au Sud	6
Artisanat et énergies renouvelables	7
Eau et assainissement des déchets	10
Filières agricoles durables	13
Sensibilisation de la population	17
Vue d'ensemble des projets	18
Contributions reçues pour les projets	19
Finances	20
Rapport d'audit	22
Innovation	23

IMPRESSUM

Editeur : CEAS - Rue des Amandiers 2 - 2000 Neuchâtel

Rédaction sous la responsabilité de Patrick Kohler

Mise en page : Patrick Kohler

Tirage : 1500 exemplaires

Compte postal pour vos dons : CCP 20-888-7

ClimatePartner^o
climatiquement neutre



Le mot du directeur

Serez-vous impressionné(e) par les résultats chiffrés des projets mis en œuvre par le CEAS et ses partenaires sur le continent africain ? Ménages et bénéficiaires les plus démunis ont en effet été des milliers à être soutenus en 2018 ! Pour moi, cela ne tient pas au hasard, car les collaborateurs et collaboratrices du CEAS, au Nord comme au Sud, n'ont pas ménagé leurs efforts et je leur en suis reconnaissant.

Tout d'abord, au cours de l'année, il faut relever l'énergie importante que le bureau a consenti pour la gestion des ressources humaines : recrutement de trois nouveaux coordinateurs au Sud, d'une comptable et d'une chargée de programmes à Neuchâtel, sans compter le renouvellement habituel des stagiaires et civilistes au siège : nous sommes reconnaissants d'avoir trouvé de nouveaux collaborateurs et collaboratrices très compétent(e)s et dévoué(e)s.

Pour fournir une alternative à l'utilisation de l'énergie fossile et répondre au besoin d'électricité dans les zones reculées et « oubliées » des opérateurs gouvernementaux, le CEAS est fier d'avoir pu mettre en œuvre avec ses partenaires burkinabè et malgaches des projets avec de larges impacts pour la population : 3500 ménages bénéficient de technologies énergétiques améliorées, ainsi que 12 centres de santé burkinabè et 760 élèves malgaches ont accès à l'électricité solaire.

Pour ses projets d'assainissement et de gestion des déchets, le CEAS peut toujours compter sur la grande expérience et les compétences de Jean-François Houmard, ingénieur en environnement. Il assure la coordination de plusieurs projets pour qu'une dizaine de communes partenaires au Burkina Faso et au Sénégal tendent vers une gestion durable de leurs déchets. Pour ce faire, le CEAS partage ses compétences avec les autres membres de la plateforme Re-Sources : ses membres français, belges, italiens se sont réunis récemment dans nos bureaux de Neuchâtel.

Pour compléter l'expérience des anciens collaborateurs du CEAS, nous pouvons maintenant compter sur de nouvelles compétences en matière d'agro-transformation des produits de nos partenaires : Mélanie Conne, ingénieure, nous a rejoints en cours d'année 2017 et a très rapidement su maîtriser les projets liés à la sécurité alimentaire. Elle effectuera sa première mission à Madagascar en 2018 pour notamment coordonner la fin des travaux en vue de l'inauguration de deux nouvelles sécheries et collaborer étroitement avec notre partenaire AGRISUD pour la création d'un nouveau centre de recherche et formation de jeunes entrepreneurs.

Tous ces résultats prouvent le dynamisme et de l'engagement d'une équipe très motivée à Neuchâtel et dans ses trois bureaux de coordinations à qui je tire un grand coup de chapeau au nom de la direction du CEAS.

Daniel Schneider
Directeur

Le CEAS : carte de visite

Vision

Nous rêvons d'un monde où chacune et chacun, à sa mesure, puisse apporter une pierre à l'épanouissement de la société, au développement économique et à la préservation de l'environnement.

Mission

Générer des dynamiques sociales et économiques positives en Afrique, grâce à la co-création et au partage de solutions innovantes et respectueuses de l'environnement.

Affiliations

Le CEAS collabore avec de nombreux partenaires associatifs au Nord, nous sommes notamment membre de:

- La Plateforme suisse des ONG
- Unité, l'Association suisse pour l'échange de personnes dans la coopération au développement
- Le Réseau ProMad,
- La Plateforme RE-Sources,
- La Fédération neuchâteloise de coopération Latitude 21

Principaux partenaires académiques et techniques

Universités et Hautes Ecoles

Nous collaborons avec de nombreux instituts de recherche et de formation au Nord. Plus particulièrement en 2017 avec : L'Université de Neuchâtel - La Haute Ecole ARC - La HEIG-VD d'Yverdon-Les-Bains - La HES-SO Fribourg - La HES-SO Valais - L'Université de Genève - La HAFL de Zollikofen.

En Afrique, les trois bureaux de coordination du CEAS ainsi que nos organisations partenaires collaborent également avec des centres de recherche et de formation nationaux, notamment dans le cadre de travaux d'études réalisés en binôme avec des étudiants du Nord. L'Université de Ouagadougou, le 2iE et l'ITA notamment.

Pôle d'experts et étudiants affectés en Afrique

Professionnels de tous bords, les membres de notre pôle d'experts sont une vingtaine à mettre leur expertise à disposition de nos projets. Par ailleurs, plusieurs étudiants ont effectué un travail académique en collaboration avec le CEAS : Clovis Bounou, Ruben Mandelli et Zeno Boila.

Partenaires stratégiques

Soucieux de mettre en commun nos efforts et savoir-faire, nous collaborons avec un nombre croissant de partenaires internationaux pour le pilotage et le financement des projets au Sud. En 2017, les partenariats principaux ont fait l'objet d'accords formels. Nous en profitons pour remercier les organisations suivantes:

Association ADEVE (Suisse), Association ADG (Belgique), Association AGRISUD International (France), Association AMADEA (France), Association Burkinasara (France), Association Yelen (France), Associazione COSPE (Italie), Autre Terre (Belgique), Association Morija (Suisse et France), Kinomé (France), Association Gevalor (France), Association LVIA (Italie), Moriganews (France).

Partenaires de mise en œuvre en Afrique

Burkina Faso

Association CEAS Burkina
Atelier Soldev (Bobo Dioulasso)
Groupe Waka (Ouagadougou)
Sagras consulting (Ouagadougou)
Association Yelemani

Madagascar

Association AGRISUD International
Association AMADEA,
Association PATMAD
Centre médico-éducatif des Orchidées Blanches

Sénégal

ADG - Aide au Développement Gembloux
Association Yelen Sénégal
Association COSPE
ITA - Dakar
Association PAEDD
Enda Graf - Dakar

Trois associations de soutien



176 membres
Président : François Verdon



108 membres
Président : Julien Mayor
Membre de la FEDEVACO



62 membres
Président : Nicolas Velebit
Membre de la FGC

Le Conseil de Fondation

Président Philippe Dind (dès 2004) Ingénieur physicien EPF	Vice-président Erwin Stucki (dès 2013) Ingénieur EPF en économie rurale	Luc Meylan (dès 2008) Avocat notaire	Didier Berberat (dès 2009) Avocat, Conseiller aux Etats
François Marthaler (dès 2013) Economiste, Ancien Conseiller d'Etat	Philippe Léchaire (dès 2000) Ingénieur physicien EPF	Marie-Thérèse Bonadonna (dès 2014) Lic. en Lettres Déléguée culturelle, Club44	Sandra Gibbons (dès 2015) Conseillère bancaire BSc. Financial Services
Philippe Vaneberg (dès 2017) Ingénieur en eaux et forêts	Roland Stähli (dès 2017) Ingénieur agronome ETH en économie rurale	David Senn (dès 2017) Master en économie et management international	

Les collaborateurs en Suisse

Directeur Daniel Schneider Chargé de programmes		Sous-directeur Patrick Kohler Responsable communication et fundraising		Jean-François Houmard Chargé de programmes	
Mélanie Conne Chargée de programmes		Fabienn Boza Comptable		Letizia Manzambi Chargée de programmes junior	
Nora Komposch Déléguée pour la Suisse-allemanique		Nicolas Polasek Délégué pour Genève			
Stagiaires et civilistes qui nous ont rejoints en 2017 Damien Pilet - Léandre Meyer - Caroline Hostettler - Tobie Lehmann - Letizia Manzambi - Nicolas Polasek - Hanna Schreiber				Bénévoles réguliers au bureau de Neuchâtel Robert Tripet, Jean-Marc Delley, Christiane Noverraz et Chantal Schiesser	

Les collaborateurs en Afrique

Burkina Faso	Jennifer Nkidiaka Coordinateur/représentant au Burkina Faso		Elisabeth Tankoano Chargée de mission		Boris Compaoré Chargé de projets	
	Sarah Ouedraogo Comptable		Christian Yaro Chauffeur			
Sénégal	Antoine Di Biase Coordinateur/représentant au Sénégal		Birahima Dramé Chargé de mission			
Madagascar	Joël Maridor Coordinateur/représentant à Madagascar		Andriantoky Rakotoniana Chargé de mission		Nomena Rosoanaivo Chargé de projets	
	Mamivola Rakotondrainibe Chargé de projets		Agathe Lalanirina Comptable		Léon Randrianja Chauffeur	

Du renouvellement au Nord comme au Sud

L'année 2017 a été marquée par le renouvellement d'une partie importante de l'équipe, tant en Afrique qu'en Suisse. Ces rotations de personnel ont constitué un gros défi, un travail supplémentaire en ressources humaines mais ont également apporté des énergies nouvelles dont ont pu profiter les « anciens ».

Arrivés au terme de leur contrat, les trois coordinateurs-représentants du CEAS ont cédé leur poste au cours du printemps. Heureusement, leur successeur ont profité de l'excellent travail de leur prédécesseur et des bases solides qu'ils ont bâties durant trois ans. Rappelons qu'ils furent les premiers coordinateurs/représentants du CEAS et, qu'à ce titre, ils ont eu la lourde tâche de créer des bureaux de coordination, de recruter du personnel local, de les faire vivre et de les faire reconnaître par les autorités locales.

Au Burkina Faso, le CEAS est ainsi représenté depuis 2017 par Jennifer Nkidiaka, socioéconomiste au bénéfice d'une solide formation dans la coopération internationale. Elle peut s'appuyer sur une équipe renforcée par un nouveau chargé de projets, Boris Compaoré ainsi que par une comptable qui prendra ses fonctions en 2018, Sarah Ouedraogo.

Au Sénégal, c'est Antoine Di Biase qui s'est installé dans les bureaux de Thiès aux côtés du chargé de programme sénégalais, Birahima Dramé. Tout comme Jennifer, Antoine Di Biase était un membre actif du comité de l'Association genevoise de soutien du CEAS. Intéressés par

l'approche et le travail du CEAS, tous deux se sont portés candidats à ces postes importants et stratégiques.

A Madagascar enfin, c'est Joël Maridor, docteur en microtechnique, qui a pris les rênes du bureau du CEAS à Antananarivo. Au vu du développement important des projets dans le pays, il a vu son équipe se renforcer par deux chargés de projets : Nomena Rosoanaivo et Mami-vola Rakotondrainibe.

Ces changements ne sont évidemment pas anodins et ont constitué un gros défi, en termes de transmission du savoir notamment. Fort heureusement, chaque bureau a pu compter sur des chargé(e)s de programmes locaux qui ont assuré l'intérim avec beaucoup de professionnalisme. Le personnel suisse a aussi apporté son soutien administratif et technique aux nouvelles équipes ainsi constituées.

Des forces nouvelles en Suisse également

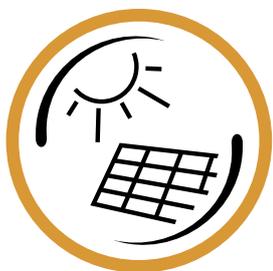
Dans le même temps, notre comptable Cynthia Kyriakos, en charge de ce poste depuis 2011, et notre chargée de programme Janine Rüst ont souhaité donner une nouvelle orientation à leur carrière. Pour les remplacer, Fabienne Boza a pris les commandes de la comptabilité et Mélanie Conne, celles des projets liés à la sécurité alimentaire.

C'est donc avec une équipe pleine de nouvelles idées et d'énergie que le CEAS a entamé la première année de son programme stratégique 2017-2020.

Nous profitons de ces quelques lignes pour remercier chaleureusement Cynthia Kyriakos, Janine Rüst, Bernard Zuppinger, Nicolas Jammé et Niels Bourquin.



Nomena Rosoanaivo (au centre) et Joël Maridor (à droite) discutent aux côtés du chef du Fokontany de Andriambola. Ils ont tous deux pris leurs fonctions en 2018. (Photo: P. Kohler / CEAS)



Energy for Life Burkina : l'heure du bilan

Artisanat et Energies re- nouvelables

Parce que 2.7 milliards de personnes ont recours au bois ou au charbon pour cuire leurs aliments et se chauffer.

Parce que 1.3 milliards de personnes n'ont pas accès à l'électricité, ce qui constitue un obstacle majeur à leur développement socioéconomique.

Donner accès à des sources améliorées d'énergies tout en créant des emplois verts, tel était l'objectif du projet « Energy for Life » mené depuis 2015 au Burkina Faso. En trois ans, le nombre de bénéficiaires a dépassé les 2500, sans compter les usagers des centres de santé et les écoliers qui fréquentent les établissements électrifiés par le projet.

2017 a marqué la fin d'un programme de trois ans destiné à créer des emplois verts tout en promouvant l'usage des énergies renouvelables au Burkina Faso. Intitulé « Energy for Life », ce projet visait à créer un réseau de fabricants et de distributeurs dans les zones rurales du centre-est du pays. Ces derniers devaient être à même de répondre aux besoins des familles rurales, mais aussi des microentreprises ou des centres communautaires de la région; écoles et centres de santé par exemple.

Des résultats probants

Mis en œuvre par l'Association CEAS Burkina, ce projet a formé près de 150 personnes, notamment dans la fabrication de foyers améliorés ou dans le dimensionnement et l'installation de panneaux solaires. Afin de pérenniser leurs acquis et dynamiser les échanges entre eux, les artisans se sont organisés au sein de neuf réseaux formalisés de fournisseurs de services énergétiques.

Grâce à cette structuration ainsi qu'aux multiples actions d'information et de sensibilisation organisées durant les trois ans du projet, on compte aujourd'hui 2080 ménages qui ont été équipés de foyers améliorés et 290 habitations profitant du soleil comme source d'électricité.

Dans ses trois zones d'intervention de l'est du pays, l'Association CEAS Burkina s'est appuyée sur une association régionale dynamique. Elle a également travaillé avec les autorités communales

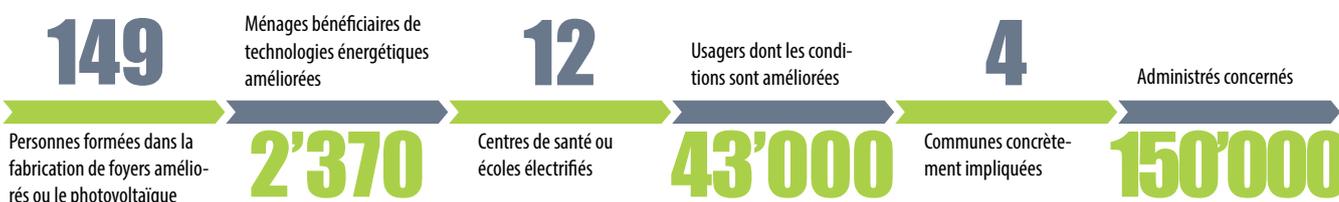
qui ont été largement impliquées. Résultats: la promotion des énergies renouvelables a été intégrée comme axe stratégique des plans de développement communaux ou des plans annuels d'investissement de 4 communes ; Fada N'Gourma, Diapangou, Bagré et Garango. Les artisans formés devraient ainsi disposer d'un terrain extrêmement favorable pour vendre leurs installations.

Enfin, sept écoles primaires, trois collèges et six centres de santé et de promotion sociale ont été pourvus de panneaux photovoltaïques. De fait, la qualité de leurs prestations s'est sensiblement améliorée. Dans les centres scolaires, les associations régionales en ont profité pour dispenser aux élevés une sensibilisation à l'utilisation des énergies renouvelables en remplacement de l'énergie fossile.



Dans le cadre du projet, 2080 ménages ont acquis un foyer amélioré. (Photo: D. Schneider / CEAS)

Les résultats du projet en chiffres



Electrification rurale à Madagascar, à chaque contexte sa technologie

A Madagascar, l'accès à l'électricité en zone rurale constitue l'une des priorités absolues du CEAS. Pour cause, seul un malgache sur dix a accès au réseau électrique national ! Doter des familles, des microentreprises ou des centres communautaires d'un accès à une source renouvelable d'électricité est ainsi un levier puissant de lutte contre la pauvreté. Eolienne, hydraulique ou solaire, ces trois sources d'énergie renouvelable sont mobilisées selon les contextes où nous intervenons.



L'hydroélectricité : électrifier des villages entiers

Grâce à un intense travail de renforcement de compétences et de co-développement, l'atelier Tsiky est à même de fabriquer des petites turbines hydroélectriques allant jusqu'à 10 kW. Quatre villages situés autour de la rivière Andriambola sont ainsi raccordés à un mini réseau hydroélectrique : une aubaine pour les familles qui y habitent. Tout n'a pourtant pas été simple dans ce projet initié en 2014 déjà. Des problèmes techniques avec les cartes électroniques ainsi que le bobinage d'une des turbines a donné beaucoup de fil à retordre à l'opérateur local qui exploite le site. Mais cela fait partie du travail d'apprentissage et d'appropriation de cette technologie. En 2017, la centrale a tourné sans interruption avec un premier effet important pour la population, l'éclairage des rues augmente significativement le sentiment de sécurité et a fait disparaître les vols de zébus - malheureusement courant sur les Hauts-Plateaux.

Autre effet, l'expertise engrangée a permis de décrocher un financement de la Commission pour l'Océan Indien (COI) pour l'électrification d'une autre commune, Sarobaratra. Les travaux commenceront en 2018.

Les kiosques solaires ou éoliens : des centres de services énergétiques

Imaginé en 2015, le concept de kiosques énergétiques implantés en milieu scolaire remporte un réel succès. Concrètement, il s'agit de constructions équipées de panneaux solaires ou de petites éoliennes de 1kW fabriquées localement. On dote l'école d'un accès durable à l'électricité, améliorant ainsi la qualité de l'enseignement et les résultats des enfants. Un(e) gérant(e) s'occupe par ailleurs de louer des lampes rechargeables, afin de permettre aux habitants de bénéficier d'une source de lumière abordable et sécurisée. Les revenus générés par cette installation offrent aussi la possibilité de subventionner en partie les frais d'inscription et de cantine : deux éléments qui évitent de manière significative que les parents ne retirent leurs enfants de l'école.

A la fin 2017, le CEAS et ses partenaires ont implanté trois kiosques solaires et un kiosque mixte (éolien et solaire). Deux installations supplémentaires sont prévues : dans les villages de Mahambo et d'Amboanjobe. Autre perspective d'avenir, des discussions avec l'ONG Humanité & Inclusion (anciennement Handicape International) sont en cours, afin de transposer ce modèle dans des dispensaires.

Les kiosques solaires en chiffres





Mis en place au début des années 2000, l'atelier Tsiky forme aujourd'hui sept apprentis aux métiers du bois, de la serrurerie et de l'électromécanique.

Agé de 19 ans, Hery est en deuxième année de menuiserie. Il est le 6e d'une famille de 7 enfants. « Je voulais poursuivre des études pour devenir employé de poste mais mes parents n'en avaient pas les moyens. Quand j'ai su qu'il y avait une opportunité d'apprendre la menuiserie, j'ai sauté dessus. J'aime surtout faire des meubles de haute qualité. Un jour, j'aimerais bien avoir mon propre atelier. »

Et si c'était à refaire ? « Je n'essayerais même plus de devenir facteur, je choisirais la menuiserie, ou bien le foot... » conclut-il avec un sourire malicieux.

Photo : P.Kohler / CEAS)



Lutter contre le fléau des déchets crée des revenus

Eau et assainissement des déchets

Parce que chaque seconde un enfant de moins de 5 ans meurt des suites de diarrhées aiguës, de manque d'accès à l'eau potable ou à des services sanitaires de base.

Parce que le 90% des villes d'Afrique de l'Ouest ne disposent pas d'un système de collecte et de tri des déchets.

Parce que l'accumulation sauvage de déchets représente une bombe à retardement pour la santé publique.

Enjeu majeur de santé publique, la gestion durable des déchets en Afrique de l'Ouest est devenue un des fers de lance du CEAS. La notoriété acquise en douze ans nous a permis de nouer des partenariats nouveaux avec des ONG internationales et des associations locales. Grâce à ces collaborations, nous soutenons désormais dix communes du Sénégal et du Burkina Faso dans leur transition vers une gestion soutenable de leurs déchets.

Selon le magazine Forbes de 2015, 16 des 25 villes les plus sales du monde se trouvent en Afrique. En l'absence d'un ramassage régulier, les riverains abandonnent leurs déchets en pleine rue avant de les brûler. Impuissants, ils sont les premiers à en subir les conséquences : entassement des débris, fumées récurrentes, odeurs nauséabondes, rats, cafards et mouches qui pullulent autour des décharges sauvages. Sans parler de la contamination des nappes phréatiques et des terres, ainsi que de leurs conséquences sur l'agriculture, le bétail et surtout, sur la santé de la population. Ainsi, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'insalubrité environnementale provoque plus de 12,6 millions de décès par an, un chiffre qui devrait exploser dans les années à venir si rien n'est entrepris.

Certaines capitales africaines arrivent tant bien que mal à mettre en place des politiques de gestion de leurs déchets. Pour les communes de moyenne importance en revanche, l'absence d'outils de planification, d'agents techniques qualifiés et de moyens financiers constituent des obstacles qu'elles n'arrivent pas à surmonter seules. D'autant que la quantité et la complexité des déchets augmentent chaque année.

C'est là que le CEAS intervient. Fort de 12 ans d'expérience dans ce que l'on appelle « l'assainissement », nous accompagnons les communes, avec l'objectif de leur donner les moyens et les compétences de prendre cette problématique à bras le corps. Le CEAS met à disposition son expertise technique pour la création de centres de tri, de décharges, ainsi que des outils adaptés aux besoins et aux contraintes du terrain. Surtout, nous accompagnons l'ensemble des acteurs associatifs et communaux dans l'élaboration participative d'un plan stratégique de gestion des déchets : véritable feuille de route, qui clarifie les responsabilités et rôles de chacun.

En 2017, nous avons poursuivi notre accompagnement auprès de six communes d'Afrique de l'Ouest. Gagnant en notoriété, nous pouvons désormais intégrer des acteurs techniques et financiers qui nous permettent de gagner en



qualité et d'élargir notre rayon d'action. De nombreux partenaires internationaux collaborent avec nous et chacun met à profit ses expériences propres et ses moyens.

Côté résultat, ils sont très encourageants, à plus forte raison si l'on garde à l'esprit que l'on part de zéro et que mettre en place un système de gestion durable des déchets ne se fait pas en quelques mois. Ce sont ainsi 347 personnes, dont 80% de femmes, qui ont trouvé un emploi – même à temps partiel – dans ce secteur d'activité. Proche de zéro il y a cinq ans, le taux de collecte des déchets dépasse aujourd'hui les 90% dans la commune sénégalaise de Ndande et a été multiplié par 20 à Saaba, non loin de Ouagadougou. Autre indicateur clé pour l'évaluation du projet : les budgets que les com-

munes affectent d'elles-mêmes à la gestion des déchets dépassent pour la plupart les objectifs que nous nous étions fixés. Leurs dirigeants prouvent ainsi leur engagement auprès de citoyens qui sont eux-mêmes de plus en plus sensibilisés à cette question. Dans le même temps, elles gagnent une expérience précieuse qui doit leur permettre de faire face à l'augmentation continue du volume de déchets de leurs administrés.

Rencontre internationale Re-Sources

Dans les pays en développement, on assiste à l'émergence de projets de gestion durable des déchets qui proposent des approches innovantes, mais qui dépassent rarement les frontières des territoires où ils sont menés. C'est pourquoi le CEAS soutient la Plateforme internationale Re-Sources qui vise à capitaliser les expériences et à faire connaître les bonnes pratiques, les succès, mais aussi les échecs que connaissent ses membres dans leurs projets. La plateforme offre également ses conseils pour orienter les décideurs dans leurs choix stratégiques ainsi que des formations à destination des acteurs de terrain.

Du 23 au 25 octobre, Re-Source et le CEAS ont participé à l'organisation d'une conférence internationale sur le thème : « Des solutions pour la gestion des déchets dans les pays en développement. ». Organisée à Dakar, elle a permis à une vingtaine de praticiens venus de dix pays de mettre en commun leurs expériences et leurs compétences, en vue de trouver des solutions innovantes aux défis qu'ils rencontrent au quotidien. Les participants ont été accompagnés par un journaliste de la Radio Télévision Suisse lors de leur visite dans la commune de Ndande, partenaire du CEAS. Diffusé dans l'émission « Prise de Terre », son reportage est disponible sur le site de la RTS à l'adresse <https://lc.cx/mBxC>

Dix communes sont partenaires du CEAS pour une gestion durable de leurs déchets. Au Burkina Faso : Saaba, Gourcy, Pô, Yako, Kombissiri, Kaya, Nobéré et l'arrondissement 2 de Ouagadougou. Au Sénégal : Ndande et Guédiawaye. (Photo : P. Kohler/CEAS)



Les résultats en chiffres



Les écoliers de Ndande : ambassadeurs de la gestion des déchets

Dans le village sénégalais de Ndande, neuf personnes sur dix sont désormais abonnées au service de collecte des déchets de leur commune. Ce résultat unique dans tout le pays est dû en bonne partie à l'implication et à la mobilisation des groupements féminins locaux. Elle a permis une prise de conscience généralisée de l'urgence de santé publique que représente la gestion des déchets.

Moussa Kébé est chef de projet à l'association Yelen Sénégal, l'un des partenaires du CEAS dans le pays. A 38 ans, il dispose d'une solide expérience dans le domaine de la gestion des déchets qu'il met à profit de l'association depuis 2014. Il a perfectionné les instruments qui font qu'aujourd'hui, des maires de tout le pays viennent s'inspirer du modèle mis en place à Ndande.

Selon vous, à quoi est dû le succès populaire du projet de gestion des déchets de Ndande ?

Pour moi, la clé de la réussite vient des seize groupements de femmes de la commune qui sont à nos côtés depuis le début. Avec elles, nous faisons de la sensibilisation en continue. Chaque deuxième mardi du mois, nous nous réunissons avec quatre déléguées de chaque groupement dans le cadre de forums ouverts. S'en suivent des discussions à bâton rompu sur les problèmes ou les éléments de satisfaction. Par exemple, la présence trop importante de sable dans les poubelles qui les alourdissent et rendent le travail des collecteurs pénible.

Il faut aussi souligner le travail de proximité qui est effectué. Vingt-huit femmes de la commune ont par exemple été formées pour faire du porte-à-porte. Depuis 2015, pas un ménage n'a été oublié dans leur plan de visite et cela a un impact énorme sur le taux d'abonnement. Le projet s'est d'ailleurs récemment élargi à une commune voisine où, grâce à elles, on compte déjà 75 ménages abonnés, sur 77 concessions !

Vous avez récemment lancé de nouvelles actions, pouvez-vous nous en dire plus ?

En fait, c'est tout un plan de sensibilisation qui est mis en œuvre. Cela va d'annonces par haut-parleurs, de tableaux d'affichage à des rencontres avec les chefs coutumiers et religieux. Mais depuis 2016, nous avons associé les écoles dans notre démarche. D'abord, il y a eu des interventions dans les classes qui furent plébiscitées par les directeurs des six écoles de la commune. Puis, au mois de février de cette année, nous avons invité les classes à visiter le centre de tri, afin qu'ils comprennent véritablement comment se passe la collecte, le tri et le recyclage. Je pense que les enfants sont en passe de devenir nos meilleurs ambassadeurs !

Et puis en mars, en collaboration avec le service de l'hygiène de Kébémér, nous avons organisé une grande journée de promotion et de vente de poubelles standardisées. Elles doivent permettre de simplifier le travail des collecteurs avec leur âne et leur charrette. Élément important, nous les avons faites fabriquer par une entreprise de recyclage de sachets plastiques de la région pour montrer que même les déchets plastiques peuvent avoir une seconde vie. A notre grand étonnement, toutes les poubelles ont été rapidement vendues. Le prix de vente était certes partiellement subventionné, mais c'est remarquable de voir que les habitants de Ndande sont aujourd'hui tellement convaincus par ce système qu'ils sont prêts à mettre la main au porte-monnaie !



Des visites scolaires sont organisées dans le centre de tri de Ndande. Des responsables de villes de tout le pays viennent également s'en inspirer. (photo : Moussa Kébé)



Des perspectives pour les sécheuse(-eur)s malgaches

Transformation agro-alimentaire

Parce que la sous-alimentation chronique touche encore 870 millions de personnes.

Parce qu'un tiers des denrées alimentaires mondiales se perd sur le parcours du champ à l'assiette. Et parce que la transformation locale des aliments procure du travail et des revenus.

Grâce à des échanges Sud-Sud organisés il y a quelques années avec le Burkina Faso, des artisans malgaches sont à même de fabriquer des séchoirs à fruits et légumes. Les démarches de promotion et de formation auprès de groupements féminins ont abouti à l'existence d'une dizaine de sécheries qui transforment des produits au gré de leurs commandes. En 2017, deux nouvelles unités ont vu le jour. Elles rejoignent ainsi un réseau de producteurs regroupés pour mieux défendre leurs intérêts face au marché.

Si l'Afrique veut mettre fin à la faim d'ici à 2025, elle doit mettre un terme aux importantes pertes agricoles post-récoltes, qui représentent jusqu'à 30 % de sa production. Voilà l'une des conclusions du 7e Forum pour la révolution verte en Afrique (AGRF) qui s'est déroulé le 7 septembre 2017 à Abidjan. Il ne s'agit en effet pas de produire plus, mais de produire mieux et surtout, de donner aux producteurs locaux les moyens de conserver et de diffuser le fruit de leur labeur.

Après avoir contribué à démocratiser le séchage de fruits au Burkina Faso, nous travaillons avec des producteurs malgaches pour valoriser les

litchis, les physalis et les autres spécialités de Madagascar. Problème, la plupart d'entre eux produisent des volumes trop restreints pour pouvoir véritablement dégager des bénéfices ou prétendre à des marchés importants. C'est la raison pour laquelle nous avons monté, avec l'Association PATMAD, un projet de mise en réseau. Le but étant de renforcer les capacités de négociation des sécheuses (-eurs) vis-à-vis de leurs fournisseurs, mais aussi de leur donner les moyens d'assurer une traçabilité accrue de leurs produits. De cette façon, ils pourront viser l'obtention de labels de certification à même de susciter l'intérêt d'importateurs étrangers, dans les milieux bio et équitable notamment.

Fer de lance de ce réseau, la microentreprise Lycheeland a déjà décroché des commandes d'entreprises japonaises spécialisées dans le commerce équitable. Le dynamisme de sa fondatrice fait que ses séchoirs sont utilisés toute l'année, au gré de la saisonnalité de fruits et légumes. Mieux encore, en décembre 2017, elle a pu sous-traiter une partie de la production de litchis séchés à l'un des partenaires du réseau : preuve tangible de l'intérêt d'une telle plateforme.

Inauguration de deux sécheries.

L'année 2017 a été marquée par la construction de deux nouvelles sécheries dont les plans ont très largement été inspirés de celles du Burkina Faso. Dans le même temps, une étude d'approvisionnement en matières premières a été menée durant six mois par une étudiante de la Haute Ecole des sciences agronomiques de Bern. Ces actions doivent permettre, à terme, d'assurer une approche globale et complète de la filière : de l'approvisionnement de matières premières à la commercialisation.



L'entreprise Lycheeland exporte ses fruits séchés pour le marché équitable japonais. (Photo : P. Kohler/CEAS)

Centre socioéducatif des Orchidées Blanches

Orchidées Blanches est un centre éducatif s'occupant d'environ 130 personnes en situation de handicap de tous âges, principalement atteintes d'autisme et de trisomie. Afin de diversifier ses sources de revenus et de donner une opportunité de travail à ses pensionnaires, le centre a initié la construction d'une sécherie de fruits et légumes.

Le bâtiment a été inauguré le 4 avril, mais des retards dans la livraison du séchoir, puis les vacances du centre et finalement sa fermeture temporaire à cause de la peste, ont énormément retardé la mise en route de l'exploitation. Les premières commandes ont ainsi été livrées en fin d'année. Les jeunes handicapés ont très vite trouvé leur place dans la sécherie où ils aident au triage, s'occupent du lavage des fruits frais et peuvent assister les éducateurs dans la plupart des activités. A leur sortie, les fruits séchés sont conditionnés, un par un, dans des sachets flanqués de jolies étiquettes arborant le slogan « Votre participation, c'est notre réussite ». Les chutes de fruits sont quant à elles transformées en confitures, en jus ou en pâtes de fruits.

L'association AMADEA

L'autre sécherie inaugurée en 2017 appartient à l'association AMADEA. Cette dernière travaille directement avec 90 groupements de paysans rassemblés sous forme de coopératives. Le projet touche ainsi, directement ou indirectement, 400 producteurs. La nouvelle sécherie emploie 18 ouvriers de la coopérative qui y trouvent un revenu complémentaire. Un partenariat avec l'entreprise suisse de commerce équitable GEBANA permettra à AMADEA d'exporter son premier lot de physalis séchés en 2018.

La transformation agroalimentaire en chiffres

1'807 **1'862**

paysan(ne)s formé(e)s à l'agroécologie

bénéficiaires de projets visant à augmenter leurs revenus



Les résidents du centre socioéducatif des Orchidées Blanches effectuent les tâches adaptées à leur handicap. Dans leur nouvelle sécherie, ils trouvent un moyen de s'intégrer professionnellement. (Photo : P. Kohler/CEAS)

Nouvel élan pour l'apiculture traditionnelle burkinabè

Grâce à une dynamique initiée par le CEAS, l'Université de Neuchâtel et l'Union nationale des apiculteurs du Burkina Faso, un dialogue national sur le futur de l'apiculture de ce pays a pu être entamé en 2017. Au travers d'une nouvelle approche, le CEAS tente de trouver le moyen d'intégrer les apiculteurs les plus pauvres aux stratégies nationales de développement de la filière.

Avec les associations CEAS Burkina à Ouagadougou et Selintaamba à Fada N'Gourma, le CEAS s'investit dans la filière apicole depuis les années 1990. Une collaboration avec la chair d'ethnobiologie de

l'Université de Neuchâtel a permis de repenser totalement notre approche, afin que les apiculteurs qui choisissent d'utiliser des ruches traditionnelles aient les mêmes chances que ceux qui exploitent des ruches dites modernes. Dans les faits, ils sont très nombreux à fabriquer leurs ruches comme le faisaient leurs ancêtres, préférant investir leurs maigres économies dans l'achat de biens de première nécessité que dans des ruches vendues par des menuisiers locaux.

Les conclusions des travaux réalisés par les étudiants et les professeurs Aebi et Fresia ont été partagées avec l'Interprofession du miel et de la filière apicole du Burkina Faso. Sous l'impulsion du CEAS, un cadre de concertation nationale a été constitué afin que le miel du Burkina Faso puisse être exporté vers l'Europe mais que les apiculteurs les plus pauvres et les plus dépourvus de ressources ne soient pas d'emblée disqualifiés. Un projet allant dans ce sens démarrera en 2018.



Les ruches traditionnelles sont souvent confectionnées en paille de mil. Lorsqu'elles sont bien conçues et exploitées de manière adéquates, elles produisent du miel de très bonne qualité. (Photo : Z. Boila)

Séchage solaire de poissons : sept quais de pêche désormais équipés

Le séchoir solaire co-développé par le CEAS est désormais promu sur toute la côte sénégalaise. En plus des sites pilotes de Kafountine et Mballing, cinq quais de pêche ont été équipés par une agence étatique sénégalaise, l'ANER. 1600 personnes, principalement des femmes, ont ainsi vu leurs conditions de travail et leurs revenus s'améliorer.

Au Sénégal, le CEAS s'investit de manière croissante dans la transformation des produits de la pêche. Première activité d'exportation du pays, le secteur de la pêche fait vivre quelque 2 millions de personnes, directement ou indirectement. De surcroît, la transformation du poisson et des crustacés est une activité majoritairement exercée par des femmes. Problème : par manque d'infrastructures et de connaissances adéquates, elles travaillent souvent dans des conditions sanitaires extrêmement précaires. L'infestation de leurs produits par des mouches et le manque de protection contre la poussière et les pluies engendrent des pertes très importantes.

Créé en collaboration avec des artisans sénégalais, le séchoir Kiraye propose une solution concrète à ce problème. Après plusieurs années de tests sur les quais de pêche de Kafountine et de Mballing, il est aujourd'hui promu par une institution étatique : l'Agence pour le développement des énergies renouvelables (ANER). Cette dernière a constaté la diminution importante des pertes lors de l'utilisation de cette technologie, mais également l'amélioration de l'hygiène et de la qualité des produits finis, ainsi que la facilité d'utilisation pour les femmes. Enfin, les tests effectués par l'ANER ont montré que les poissons séchés dans le Kiraye conservaient un poids supérieur de 15 à 20% aux poissons séchés à l'air libre. Les ventes s'effectuant au poids, les transformatrices améliorent clairement leurs revenus.

La reconnaissance par l'ANER s'est concrétisée par son soutien à l'équipement de cinq nouveaux quais de pêche le long de la côte, de St-Louis à Ziguinchor. Ce sont ainsi près de 1600 personnes qui profitent directement de l'utilisation des 64 séchoirs fabriqués par deux ateliers de menuiserie du pays. Le CEAS soutien en outre la formation des sécheuses sur le plan technique, organisationnel et financier, afin que leurs conditions de travail et la qualité de leur



Les séchoirs co-développés par le CEAS ont été baptisés kiraye : du wolof couvrir, protéger. 64 modèles ont été installés le long de la côte sénégalaise. (Photo : D. Schneider/ CEAS)

production s'améliorent durablement. S'il reste beaucoup de potentiel d'amélioration dans cette filière, 2017 semble avoir marqué un tournant dans la diffusion des séchoirs kiraye et l'amélioration des conditions de leurs utilisatrices.

Le séchage de poisson en chiffres

7 1'789

Quais de pêche sur toute la côte sénégalaise

Employé(e)s bénéficiant de conditions de travail améliorées



Tous unis pour répondre aux défis de notre planète

Sensibilisation de la population

Parce que le 90% de la population suisse souhaite maintenir ou augmenter le budget national consacré à la coopération internationale mais seulement 61% des élus à Berne.

Parce que les écolier(-ères) et étudiant(e)s d'aujourd'hui sont les décideurs et décideuses de demain.

A l'heure où l'on assiste partout dans le monde à des initiatives de repli identitaire, il est plus important que jamais de sensibiliser la population au fait que les grands défis que connaît notre planète ne connaissent pas de frontière. A ce titre, les bénévoles qui constituent les trois comités d'association de soutien au CEAS font un travail de terrain irremplaçable. Présents sur des stands de vente et d'information, dans des écoles ou lors de manifestations grand public, ils ne comptent pas leurs heures pour défendre les valeurs chères au CEAS : entraide et écologie au premier plan.

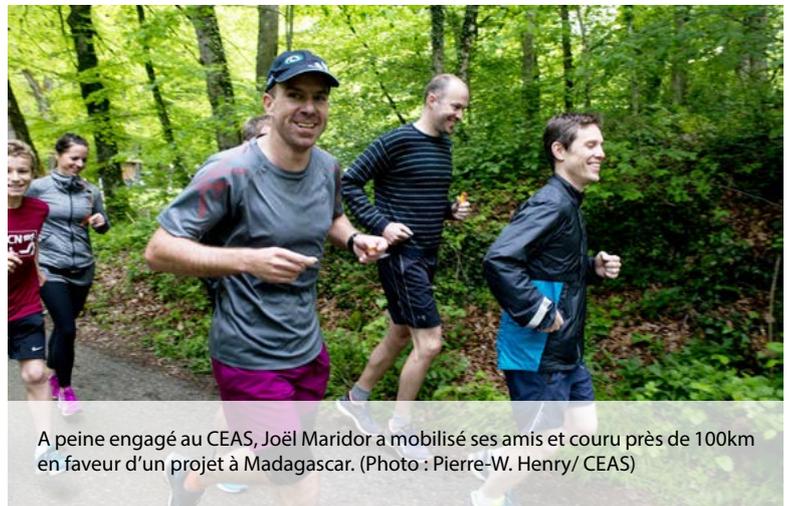
Leurs actions de recherche de fonds permettent de créer des effets de levier avec les soutiens octroyés par les fédérations cantonales de coopération des cantons de Vaud, Genève et Neuchâtel, mais aussi ceux de la Confédération suisse.

Autre apport inestimable, le mécénat de compétences offert par notre pôle d'experts permet au CEAS d'économiser des dizaines de milliers de francs par année. Sans oublier, bien sûr, les apports en nature lors de mise sous pli, d'envoi de paquets pour la boutique ou de transport de matériel.

A noter que les membres du Conseil de Fondation effectuent leur mission à titre totalement gracieux. De même, les heures supplémentaires des collabora-

teurs, et elles sont nombreuses, ne sont pas compensées.

Ces actes gratuits sont autant de gestes de confiance qui nous vont droit au cœur. Nous profitons de ces quelques lignes pour remercier toutes celles et ceux qui s'engagent avec le CEAS pour une Afrique verte, sociale et prospère.



A peine engagé au CEAS, Joël Maridor a mobilisé ses amis et couru près de 100km en faveur d'un projet à Madagascar. (Photo : Pierre-W. Henry/ CEAS)

La sensibilisation en chiffres



(*y.c. fonds des fédérations vaudoise et genevoise de coopération)

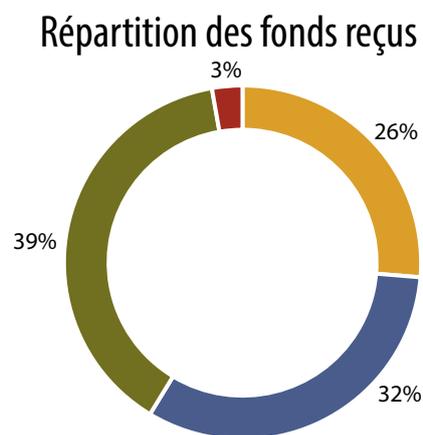
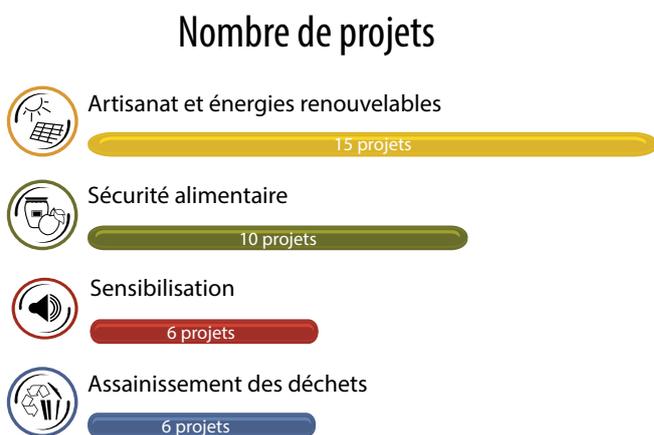
Vue d'ensemble des projets

En 2017, 37 projets au total ont pu se mettre en oeuvre, se poursuivre, ou s'achever sur le continent africain ou en Suisse. Ils répondent tous aux critères de qualité établis par la cellule d'étude des projets (CEP) du CEAS. Leur mise en oeuvre est assurée par nos bureaux de coordination, par nos partenaires locaux ou par des comités de pilotage multi-acteurs.

Répartition des projets par pays



Répartition des projets par thématique



Contributions reçues pour les projets

Organismes (ordre alphabétique)	Montants en CHF																															
	(Indemnités de gestion de projets incluses)	BF - Atelier d'échange Sud-Sud en apiculture	BF - Assainissement et valorisation des déchets	BF - Plateforme de gestion durable des déchets Re-Sources	BF - Programme Energy for Life	BF - Développement d'un séchoir hybride	BF - Amélioration de la souveraineté alimentaire au Sahel Nord	BF - Assainissement eau et déchets à Nobéré	BF - Apprenons la souveraineté alimentaire - Roumtenga	SN - Assainissement et santé publique à Ndande	SN - Assainissement liquide et santé publique à Ndande	SN - Amélioration de la filière poisson à Mballing	SN - Amélioration de la filière poisson à Kafountine	SN - Promotion de séchoirs solaires à poisson	SN - R&D Fumage de poissons	SN - C-Génial, ensemble pour des initiatives et actions locales	MG - Programme de promotion des énergies renouvelables	MG - Filière des fruits et légumes séchés (PATMAD AT)	MG - Pico-centrales hydroélectriques pour basses chutes	MG - Pico-centrales hydroélectriques à Sarobaratra	MG - Electrification de 3 écoles	MG - Appui au centre pour handicapés les Orchidées Blanches	MG - Transformation des fruits par séchoir à biomasse	MG - Foresterie et agroforesterie à Madagascar - Mahavotra II	MG - Filières Agricoles Périurbaines d'Antananarivo Nord	CH - Atelier de partage d'expérience (innovation)	CH - Refonte du site Internet du CEAS	CH - Education citoyenne	Afrique - Transfers Nord-Sud / Sud-Nord / Sud-Sud	Autres projets ponctuels et/ou soutien institutionnel		
ANER - Agence nationale pour les énergies renouvelables	27 403													x																		
ASCEAS-Genève et Fonds FGC	250 827	x							x											x												x
ASCEAS-Genève par Fondation Lusavi et SIG	52 916																				x											
ASCEAS-Neuchâtel	12 000											x																				
ASCEAS-VD et fonds FEDEVACO	127 515	x																x														
Association Agrisud International	324 231																															
Association Burkinasara	18 759	x																														
Association COSPE	29 537												x																			
Association LVIA	199 187		x			x																										
Autre Terre	133 860	x																														
Commune d'Arbedo /Solidarit'eau	1 050										x																					
DDC - Direction pour le Développement et la Coopération	840 000	x	x	x	x		x				x		x	x	x	x	x	x	x			x		x	x	x	x			x	x	
Fondation Botnar	12 800							x																								
Fondation Ekoenergy	20 447																				x											
Fondation helvétique de bienfaisance	25 000																x															
Fondation Nexans	8 085				x																											
FSI - Fondation pour une Solidarité Internationale (part projets)	40 000	x									x								x			x					x			x	x	
Fondation Temperatio	17 100											x																				
HEIG-VD	8 400					x																										
LATITUDE 21	99 400			x													x															
Losinger Marazzi	5 000																															
Loterie Romande	10 000																															
Paroisse de Meiringen	2 000								x																							
Plateforme REPIC	60 000																			x												
Swisslos-Fonds canton Bâle-Ville	20 000											x																				
Université de Neuchâtel	18 906	x																														
Autres partenaires et donateurs particuliers	54 351																		x													x
Total des subventions affectées reçues par le CEAS Suisse	2 418 774																															

Finances - Bilan de clôture

Au-delà des impacts croissants pour les bénéficiaires des projets dans les trois thématiques techniques du programme du CEAS, il faut aussi relever l'augmentation proportionnelle des charges de travail pour le personnel administratif. Celles-ci se traduisent par une légère augmentation des frais administratifs parfaitement maîtrisés et surtout maintenus nettement en-dessous de la barre des 10%.

Comme nous le relevions l'an dernier, le résultat 2016 était exceptionnel et il s'est traduit par un excès de charge de travail difficilement supportable par le personnel du CEAS. Lors de sa séance d'automne 2016 du Conseil de Fondation, la direction a proposé un budget 2017 en dessous de la barre des trois millions de francs suisses, afin de ne pas devoir engager du personnel supplémentaire. Le Conseil de fondation a ainsi adopté un budget des charges s'élevant à environ 2'565'000.- frs pour un résultat annuel de -9'000.- frs environ.

Au bouclage des comptes de l'année 2017, nous constatons que nos objectifs sont parfaitement atteints à la satisfaction de tous. En effet, avec un volume des charges de 2'789'000.- (arrondi), soit de 8.7% supérieure aux prévisions, mais toujours inférieures à 3 millions de francs et un résultat annuel de -7'029.- CHF, nous atteignons pleinement notre cible annuelle. Par ailleurs, il faut relever que pour la même année, les produits ont augmenté de près de 14% pour atteindre 2'889'000.- CHF.

Le CEAS est certifié par le label ZEW0



Le label de qualité atteste:

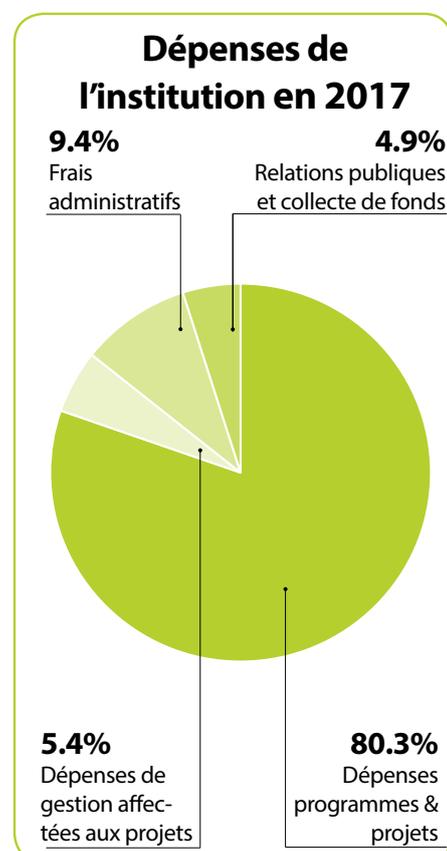
- d'un usage conforme au but, économique et performant de vos dons
- d'informations transparentes et de comptes annuels significatifs
- de structures de contrôle indépendantes et appropriées
- d'une communication sincère et d'une collecte équitable des fonds

BILAN DE CLÔTURE EN CHF

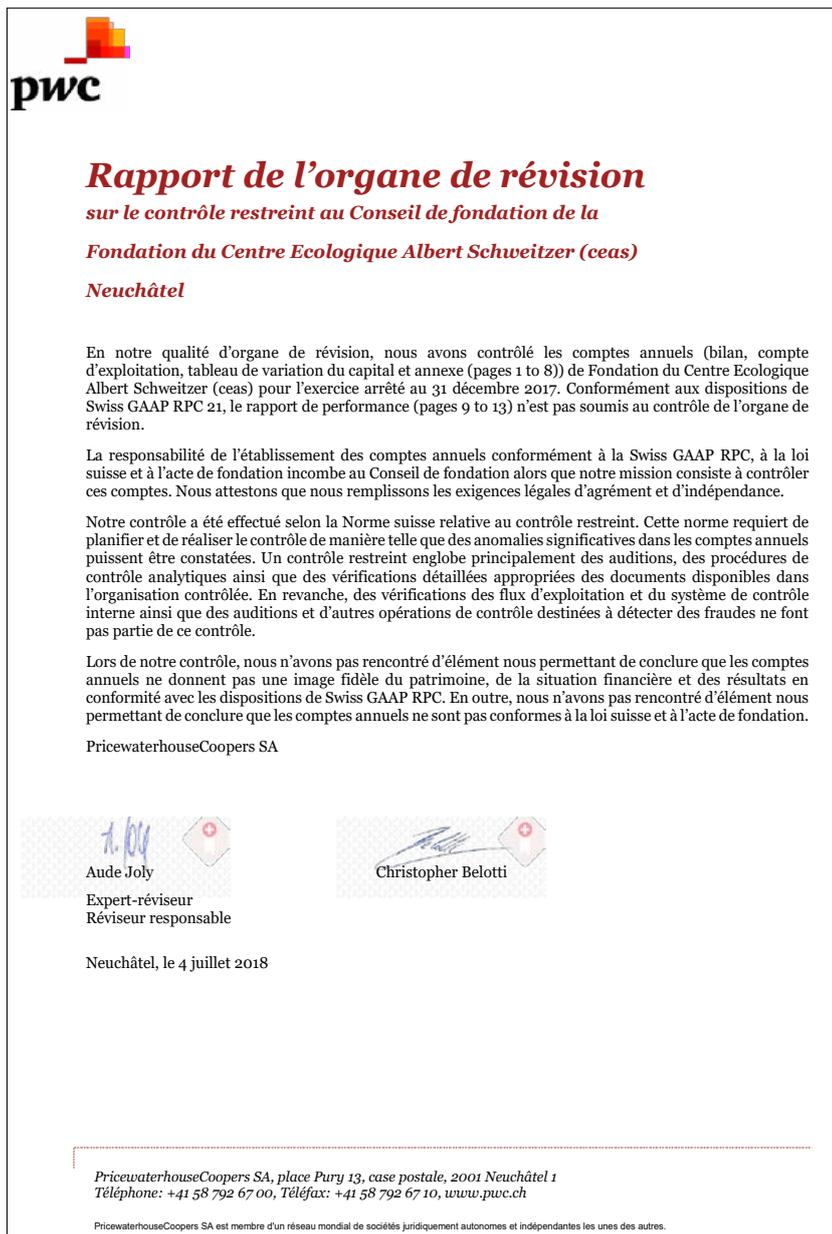
ACTIF	2017	2016
ACTIF CIRCULANT	740 398.52	658 777,70
Disponible en CHF	271 533.96	161 343,86
Disponible en devises	157 859.58	67 348,34
Titres	88 687.46	84 623,18
Stock de marchandises	23 709.00	27 300,00
Créances	180 742.50	129 671,10
Compte de régularisation actif	17 866.02	188 491,22
ACTIF IMMOBILISE	6 733.02	7 214,30
Immobilisations corporelles	6 733.02	7 214,30
Immobilisations financières	0	0
TOTAL DE L'ACTIF	747 131.54	665 992,00
PASSIF		
CAPITAUX ETRANGERS A COURT TERME	30 432.71	76 428,21
Créanciers d'exploitation	7 331.14	6 339,65
Comptes de régularisation passif	18 901.57	69 288,56
Provisions	4 200.00	800,00
DDC - Fonds avec affectation limitée	-	-
CAPITAL DES FONDS (AFFECTES)	449 246.91	315 082,56
Gestion des projets en cours	449 246.91	315 082,56
FONDS LIBRES	267 451.92	274 481,23
Fonds projets	26 600.00	26 600,00
Fonds renouvellement des équipements	20 307,90	20 307,90
Réserve statutaire	10 000,00	10 000,00
Réserve réglementée	0	0
Capital	217 573.33	197 927,39
Résultat de l'exercice (perte)	-7 029.31	19 645,94
TOTAL DU PASSIF	747 131.54	665 992,00

Finances - Compte d'exploitation

COMPTE D'EXPLOITATION	2017	2016
PRODUITS		
Contributions reçues pour projets	2 418 774.12	2 679 993,27
<i>Indemnités de gestion de projets affectées</i>	<i>-44 864.91</i>	<i>-29 260,15</i>
Contributions affectées aux projets	2 373 909.21	2 650 733,12
Contributions reçues pour la gestion	212 531.41	219 861,42
Produits de prestations fournies	302 729.48	313 721,58
TOTAL DES PRODUITS	2 889 170.10	3 184 316,12
DÉPENSES		
<i>Contributions affectées aux projets</i>	<i>2 373 909.21</i>	<i>2 650 733,12</i>
<i>Variations des fonds affectés</i>	<i>-134 164.35</i>	<i>6 159,63</i>
Dépenses programmes & projets	2 239 744.86	2 656 892,75
<i>Salaires et charges sociales</i>	<i>53 970.65</i>	<i>105 390,00</i>
<i>Frais de déplacement & voyages en missions</i>	<i>23 945.56</i>	<i>30 257,95</i>
<i>Frais de fonctionnement des bureaux de coord. au Sud</i>	<i>72 558.81</i>	<i>42 978,79</i>
Dépenses de gestion affectées aux projets	150 475.02	178 626,74
Total des dépenses opérationnelles	2 390 219.88	2 835 519,49
<i>Salaires, honoraires et charges sociales (total)</i>	<i>690 508.06</i>	<i>708 171,28</i>
<i>Salaires affectés aux autres tâches</i>	<i>-503 270.43</i>	<i>-548 097,10</i>
Salaires, honoraires et charges sociales (admin)	187 237.63	160 074,18
Fournitures de bureau, documents, copies	6 743.50	5 873,30
Frais de bureau, entretien, assurances	40 210.84	37 432,62
Honoraires de tiers, fiduciaire	6 091.60	8 236,40
Déplacements, accueil, représentation, repas	13 669.45	6 591,85
Communications, expéditions et divers	5 272.95	4 735,55
Amortissements	2 357.30	3 258,05
Frais administratifs	261 583.27	226 201,95
Information, communication, acquisition	41 902.97	55 172,43
Déplacements et divers	4 494.25	2 465,20
Salaires et charges sociales	90 320.15	59 986,35
Relations publiques / collecte de fonds	136 717.37	117 623,98
TOTAL DES DÉPENSES	2 788 520.52	3 179 345,42
Résultat de l'activité ordinaire	100 649.58	4 970,70
Résultat financier	18 204.44	-1 062,71
Résultat Boutique	8 015.59	5 289,82
Résultat Immeubles	3 665.43	4 888,50
Résultat avant affectation de fonds	130 535.04	14 086,31
Résultat des fonds affectés	-134 164.35	6 159,63
Résultat des fonds libres	-	-
Résultat des provisions	-3 400.00	-600,00
RÉSULTAT ANNUEL	-7 029.31	19 645,94



Le rapport d'audit a été présenté au Conseil de Fondation du CEAS



Sans le soutien généreux de nos donateurs : fondations, entreprises, collectivités publiques et particuliers, il nous serait impossible de mener à bien notre mission. Nous tenons à leur exprimer notre profonde gratitude.

En plus des bailleurs cités en page 19, les institutions suivantes nous ont également apporté leur confiance et leur soutien en 2017:

Agence générale Axa - Association suisse Albert Schweitzer - Le Bleu Café - Banque Bonhôte - Caisse de Famille de Pury - Evolution Notebook sàrl - Fondation Haldimann-l'Hardy - Garages Lanthemann - GD Architectes - Magasin du Monde Le Noirmont - Spinedi SA - Sustinova.

Nous tenons à disposition l'intégralité des comptes et leurs annexes tenus selon les normes Swiss GAAP RPC21. Ils ont été révisés le juillet 2018 par PricewaterhouseCoopers à Neuchâtel et sont disponibles en téléchargement libre sur notre site Internet www.ceas.ch.

Le rapport d'audit atteste également que les dispositions relatives au label de qualité de la Fondation Zewo sont respectées.



Innovation

Le CEAS et la Haute Ecole d'Ingénierie et d'Architecture de Fribourg – HEIA – allient leurs compétences afin de développer et installer des petites centrales hydroélectriques adaptées aux pays en développement. En fin d'année, ce projet a fait l'objet d'une campagne de financement participatif qui a permis de collecter plus de 18'000 euros. Dans la foulée, un jeune ingénieur de la HEIA est parti tester un premier prototype à Madagascar.

Dans ce pays, proposer une petite centrale hydroélectrique de 1 à 3kW pourrait représenter un fabuleux outil de lutte contre la pauvreté. A plus forte raison si ces petites turbines sont fabriquées sur place. D'ici à la fin 2018, quatre centrales hydroélectriques seront installées dans des villages dépourvus de tout accès à une source d'électricité. La première centrale sera installée dans le district d'Amboniriana, une région vallonnée des hauts plateaux. Elle permettra de subvenir aux besoins communautaires du village, notamment l'éclairage public. Les trois autres seront produites dans l'atelier Tsiky, situé proche de la capitale, avec des techniciens malgaches. Ce sont eux qui les installeront durant l'année 2018.



Ingénieur à la HEIA de Fribourg, Nicolas El Hayek a travaillé avec les artisans malgaches de l'atelier Tsiky pour optimiser la petite turbine. Joël Maridor et son équipe assurent le suivi des essais. (Photo portrait: D. Pilet/CEAS, photo sur site : D. Schneider/CEAS)





A l'image du t-shirt arboré par son mari, l'épicière du village d'Andriambola peut «voir plus grand» depuis que le hameau est électrifié.
Photo : P. Kohler / CEAS

Un très grand merci à nos partenaires qui permettent de faire imprimer ce rapport tout en concentrant nos moyens financiers sur les bénéficiaires de nos projets.

 Agence générale
Prévoyance &
Patrimoine
Corrado Gioia

Rue St-Honoré 2, 2001 Neuchâtel
Téléphone 032 723 04 03
corrado.gioia@axa.ch


magasins du monde
solidaires au quotidien
Rue du Château 2, CH-2000 Neuchâtel

 evolution
notebook
evo.ch

evolution notebook sarl
rue des draizes 79
2000 neuchâtel
tél. 032 710 16 16
info@evo.ch
www.evo.ch